

*Questions orales*

• (1420)

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, je ne blâme personne. Je cherche des solutions. L'une des solutions qui nous aideraient à réduire le déficit et les taux d'intérêt, selon une foule d'organismes, consiste à demander au chef de l'opposition et à Jean Chrétien, son patron, de téléphoner à Allan MacEa-chen, parce qu'il est clair que celui-ci ne le fera pas.

**M. Milliken:** Foutaise.

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** Foutaise, dit le député.

Ce que je comprends, c'est que le chef de l'opposition à l'autre endroit dit qu'il va faire comme il l'entend, sans se soucier de ce que disent les députés de LaSalle—Émard, d'Ottawa—Vanier et de York—Weston.

Monsieur le Président, je cherche des solutions. On pouvait notamment adopter ce projet de loi, sinon il va être bien plus difficile d'abaisser les taux d'intérêt.

**L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, en rejetant le blâme sur le ministre et sur son gouvernement pour notre situation économique précaire, le Conseil économique du Canada n'a pas mis le Sénat en cause. Sur la question de la première récession «made in Canada», c'est-à-dire causée par les politiques de ce gouvernement, le Conference Board du Canada n'a pas blâmé le Sénat lui non plus. La société de preneurs fermes Scotia-MacLeod ne blâmait pas le Sénat lorsqu'elle a déclaré: «Si nous poursuivons comme maintenant, avec les taux d'intérêt élevés et la montée du dollar, le Canada perdra beaucoup d'extrants dans les secteurs à forte concentration de main-d'oeuvre, au profit de pays comme le Mexique ou même les États-Unis.»

[Français]

Je demande donc au ministre pourquoi il n'est pas prêt à admettre que c'est lui et son gouvernement qui ont créé notre gâchis économique actuel et à admettre que c'est lui et son gouvernement qui en sont les responsables?

[Traduction]

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, j'ai expliqué clairement à plusieurs reprises ce qui a entraîné la situation actuelle, avec ses taux d'intérêt élevés.

La raison précise, c'est que nous avons constaté, durant les années 1988 et 1989, que nous étions rendus à la limite de notre capacité de production, à la suite de la très forte croissance que nous avons connue au pays. C'est ce qui a créé les pressions inflationnistes. Nous aurions pu ne rien faire face à ces pressions, comme c'était le cas dans les années 1970 et 1980. Mais nous avons choisi d'agir, parce que nous savions qu'en ne tenant pas compte de ces problèmes, nous aurions des problèmes beaucoup plus graves six mois, voire un an ou deux plus tard.

Nous avons donc réagi à ces problèmes. Nous avons appliqué une politique de taux d'intérêt plus élevés, précisément pour combattre ces pressions inflationnistes. Nous commençons à maîtriser ces pressions inflationnistes et, à mesure que nous y arriverons, nous pourrions baisser de nouveau les taux d'intérêt, réduction qui s'ajouterait aux 150 points de base que nous avons réussi à retrancher depuis trois mois.

C'est la politique que nous avons suivie et elle a l'approbation du Conseil économique et des autres autorités du monde des affaires. Ceux-ci aimeraient que l'on prenne d'autres mesures pour diminuer le déficit, afin de soulager les pressions sur les taux d'intérêt. Comme je l'ai dit et répété, les membres de l'opposition n'ont jamais fourni un appui qui permette. . .

**Une voix:** C'est absurde.

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** Il dit que c'est absurde. Nous n'avons jamais eu le moindre appui pour nous aider à réduire le déficit et à réagir aux problèmes causés par la politique des taux d'intérêt élevés.

\* \* \*

## L'ENVIRONNEMENT

**Mme Marlene Catterall (Ottawa-Ouest):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement et porte sur le projet Rafferty-Alameda.

Selon la seule entente que le ministre a admis avoir conclue avec le premier ministre Devine, la Saskatchewan ne devait pas construire le barrage Alameda sur nos terrains. Vendredi, le ministre a dit à la Chambre, et je cite: «Le gouvernement de la Saskatchewan ne peut pas donner suite au projet Alameda parce qu'il ne possède pas les terrains.» En réalité, les négociations en vue de faire l'acquisition de ces terrains ont été entreprises et étaient encore en cours à 19 heures hier soir.